

Grève étudiante du Québec

Le gouvernement rompt les négociations

À aucun moment durant ses négociations qui ont duré quatre jours, le gouvernement Libéral n'a voulu ni remettre en question un tant soit peu son cadre financier ni discuter d'une remise en question de quelque élément que ce soit de sa loi matraque. Il a bien voulu envisager une baisse marginale des frais de scolarité mais il aurait fallu qu'elle soit financée par une baisse concomitante des crédits d'impôt applicables aux frais de scolarité. C'était prendre d'une main pour donner de l'autre.

Les négociateurs des quatre fédérations étudiantes impliquées, dont une ne participe aucunement au mouvement gréviste, ont tenu tête au gouvernement en ne bronchant pas sur le gel des frais de scolarité. Malheureusement, ils se sont laissés entraîner dans le jeu de vase communicant du gouvernement quoique leur contre-proposition ultime avançait de plutôt puiser dans les subventions du programme d'épargnes-études lequel bénéficie surtout aux ménages les plus fortunés capables d'épargne à long terme pour financer les études de leurs enfants. En plus, ce programme constitue un autre cadeau gouvernemental ajoutant aux fonds gérés par le capital financier.

Les négociateurs étudiants n'ont pas évoqué la possibilité de rétablir en tout ou en partie la taxe sur le capital des institutions bancaires abolie tout récemment, ce que la CLASSE avait déjà proposé il y a quelque temps. Il est possible que celle-ci ait dû accommoder les trois autres fédérations qui n'avaient jamais mentionné pareil scénario ou encore juger d'emblée qu'une telle taxe serait inacceptable par le gouvernement.

C'est là tout le problème des discussions à huit clos lesquelles font perdre de vue que les négociateurs ne sont pas une poignée d'individus pratiquant l'art du compromis entre gens de bonne volonté. Ils incarnent plutôt des classes ou couches sociales. Plus que les étudiants face à l'État, c'était les 99% face au 1%. A-t-on songé chez les fédérations à revendiquer des négociations publiques, surtout après le fiasco manipulateur de celles du début mai ?

Pire, les négociateurs étudiants se sont pliés à la volonté du gouvernement de ne pas discuter de sa loi matraque alors que c'est celle-ci qui est la raison d'être de la recrudescence de la mobilisation sous la forme de manifestations journalières des casseroles. D'autant plus que l'ONU vient de condamner cette loi spéciale déjà condamnée par le représentant des avocats du Québec. D'ailleurs, le 31 mai, à Montréal, Radio-Canada évaluait à environ dix mille personnes le nombre de personnes, plus que les derniers jours, qui avaient pris la rue en toute illégalité et tout à fait pacifiquement.

Tant la CAQ que le PQ considèrent que les propositions étudiantes étaient temporairement acceptables en attendant les très prochaines élections qui trancheront. C'est avouer le caractère problématique de ces propositions, d'un point de vue de gauche. Quant à Québec solidaire, il s'est contenté de blâmer la mauvaise foi des Libéraux sans remettre sur la table la proposition de la taxation du capital bancaire qu'il avait pourtant soigneusement détaillé il y a quelques semaines. Par contre, il a invité la population à participer à la manifestation familiale du 2 juin, convoquée uniquement par la CLASSE, laquelle a rassemblé, illégalement et pacifiquement, environ 25 000 personnes, selon ses organisateurs, malgré une météo exécrable.

Et aucun parti ne souhaite une élection tant que la crise étudiante n'aura pas été réglée tellement est fondamental leur culte de la paix sociale nécessaire au bon fonctionnement des institutions. Reste que les élections partielles du 11 juin dans deux circonscriptions ne pourront pas faire autrement que d'être un baromètre de l'opinion publique sur la crise. Si jamais les résultats favorisent les Libéraux, ceux-ci seront tentés par un déclenchement rapide des élections générales.

On peut parier que tous les partis souhaitent une accalmie estivale invoquée ouvertement et cyniquement par le Premier ministre. Chacun se dit, au fond de lui-même, que la relance effective de la grève serait difficile une fois arrivée la reprise des cours à la mi-août. Ce sera en effet tout un défi pour le mouvement étudiant laissé à lui-même de maintenir ses troupes mobilisées et encore plus d'éviter des dérapages durant la saison des festivals laquelle s'amorce. Moins il y a de manifestants, plus il y a de chances que répriment les forces policières comme on l'a vu ce soir à Québec. La CLASSE promet une grande diffusion d'information lors du très prochain Grand prix de Formule 1 mais aucune perturbation.

Raison de plus pour mettre sur pied ces comités des casseroles dont l'un ou l'autre devraient naître cette fin de semaine-ci.

Marc Bonhomme, 2 juin 2012

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca